PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

Journal de Syrie

Géopolitique et stratégie

N° 9 du 10.08.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part
Kalashnikov: L'Occident fournit des armes aux groupes terroristes en Syrie.
La Syrie n'abandonnera pas la chasse aux groupes terroristes et poursuit ses réformes.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion
1-1 Ivashov : La Syrie est confrontée à une campagne de vaste envergure visant sa politique indépendante et son soutien à la résistance.
1-2 Léon Camus : Libye, Syrie : un projet géopolitique qui ne se comprend que sur la longue durée...
2 Annexe
2-1 Louis Denghien : les monarchies du Golfe au secours de la liberté !
2-2 Pierre PICCININ : Syrie et la 'Vicissitudes et réalités' du « Printemps arabe ».
2-3 Maurizio Matteuzzi : Guerres étasuniennes : le coût.

Tiré à part

Kalashnikov: L'Occident fournit des armes aux groupes terroristes en Syrie

Le premier vice président de la commission des relations internationales au conseil russe de la Douma, Leonid Kalashnikov, a accusé l'Occident d'exercer contre la Syrie une politique agressive, notamment en offrant aux

groupes terroristes, armes et munitions, sans compter un appui logistique dans certaines villes rurales syriennes, et ceci, pour empêcher la Syrie d'assumer son rôle clé dans la région.
Dans une déclaration à l'agence Sana, Kalashnikov a fustigé l'ingérence étrangère dans les affaires syriennes dénonçant la politique de deux poids, deux mesures, adoptée à l'égard de la Syrie. Il a assuré qu'aucun changement dans la position de la Russie vis-à-vis des événements en Syrie n'est envisageable.
Kalashnikov a, condamné l'attitude des pays occidentaux qui accusent les autorités syriennes de violer les droits de l'homme, ignorant les faits qui prouvent que ce sont les groupes terroristes qui violent les droits de l'homme en tuant les civils et les militaires et en coupant les routes.
Il a affirmé, dans ce contexte qu'aucun pays dans le monde n'acceptera de rester les bras croisés devant des actes criminels qui menacent la sécurité de ses citoyens.
Pour sa part, le président de l'association russe pour l'amitié et la coopération avec les pays arabes, Vyacheslav Matuzov, a réitéré le refus de Moscou à toute forme d'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la Syrie.
Dans une interview à la TV syrienne, Matuzov a affirmé que la position russe est stable et inchangeable à l'égard de la Syrie, car elle reflète les intérêts patriotiques russes, selon ses termes.
Matuzov a aussi indiqué que la Russie s'oppose à toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la Syrie.
Matuzov a expliqué que le ministère russe des AE, a publié un communiqué après l'adoption par le Conseil de sécurité du communiqué présidentiel contre la Syrie et dans lequel, il a indiqué que Moscou se tiendra aux côtés de la la Syrie, soulignant que le plus important point dans ce communiqué est l'appel aux pays étrangers de ne plus s'ingérer dans les affaires intérieures de al Syrie, et telle est la position réelle de la Russie amie de la Syrie.
Source: Agences

La Syrie n'abandonnera pas la chasse aux groupes terroristes et poursuit ses réformes.

Le président syrien Bachar al- Assad a déclaré mardi au ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, que "nous n'abandonnerons pas la chasse aux groupes terroristes armés", selon l'agence de presse officielle SANA.
M. Assad a informé M. Davutoglu de la situation en Syrie et des actes des groupes armés qui ont terrorisé la population et tué des civils ainsi que des forces du gouvernement. Il a souligné que la Syrie est déterminée à poursuivre le processus de réforme et est ouverte à toute aide.
Pour sa part, M. Davutoglu a souligné qu'il ne transmettait " aucun message de personne" mais qu'il exprimait la volonté de son pays de voir la stabilité et la sécurité se rétablir en Syrie.
Il a réitéré que la Syrie de Bachar al-Assad deviendra un noyau dans le monde arabe après la mise en place des réformes adoptées par le leadership syrien, ajoutant que la stabilité de la Syrie est essentielle pour la stabilité de la région.
M. Davutoglu est arrivé plus tôt dans la journée pour discuter avec les officiels syriens de la crise qui a éclaté dans le pays à la mi-mars et et des moyens pour mettre un terme aux violences contre les manifestants.
Washington a déclaré avoir demandé au ministre turc de dire au leader syrien de retirer ses unités armées de leurs baraquements immédiatement.
Avant cette visite, la Turquie avait fait savoir qu'elle envoyait son ministre des Affaires étrangères avec un message " ferme" pour Damas de cesser son opération militaire.
Xinhua
2011-08-10 08:47:08
http://french.cri.cn/781/2011/08/10/302s250631.htm

---

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

1-1 Ivashov : La Syrie est confrontée à une campagne de vaste envergure visant sa politique indépendante et son soutien à la résistance.

Le général, Leonid Ivashov, président de l'Académie russe des sciences géopolitiques, a indiqué que ce qui se passe en Syrie est une campagne de forte et vaste envergure exécutée par le Mossad et les pays d'Occident, en particulier les Etats-Unis et la France, dans le but de la démembrer en raison de sa politique indépendante, de son soutien à la résistance contre Israël et de ses relations étroites avec l'Iran.
Dans une interview accordée au correspondant de SANA à Moscou, le général Ivashov a ajouté que l'Occident vise aussi la Syrie pour son position distinguée dans le monde arabe.
Les Etats-Unis exécute actuellement la 3ème étape de son plan de déstabiliser la Syrie consistant à faire passer le cours d'événement du stade politique à celui de combat au moyen des actes de sabotage et de l'effusion du

sang dans l'ensemble du pays, estime le général, ajoutant que la 2ème étape du plan vise à provoquer une confrontation armée avec les forces de l'armée et de l'ordre, alors que la 1ère étape avait focalisé sur le financement et l'armement des groupes armés, en plus du lancement d'une campagne médiatique de tromperie.
Dans ce sens, le général Ivashov a critiqué la guerre médiatique et psychologique déclenchée par nombre de mass médias et de chaînes satellitaires contre la Syrie en vue de provoquer le chaos et la panique parmi les Syriens, saluant dans ce sens l'information syrienne qui fait face à ces armes médiatiques et démasque leurs mensonges.
Le général Ivashov a exprimé sa confiance que la Syrie sortirait de cette crise plus forte grâce aux initiatives adoptées par le président Bachar al-Assad et qui verse dans l'intérêt de la société syrienne, soulignant qu'elle va mettre fin aux actes terroristes et de sabotage soutenus par le Mossad et les services occidentaux de renseignement.
Le général Ivashov a fait savoir que les Etats-Unis avaient organisé dans l'un des pays voisins de la Syrie des sessions de formation pour les opposants syriens pour exécuter des actes terroristes et de sabotage en Syrie.
Dans le même contexte, et un article analytique sur la conjoncture en Syrie, publié par le quotidien serbe Novi Standard, le général Ivashov, a souligné que résistance aux pressions et aux ingérences étrangères est pour la Syrie la seule sortie de la conjoncture en cours.
Le général Ivashov a indiqué que la Syrie suit une politique extérieure et intérieure indépendante basée sur les fondements de l'unité nationale, sociale et politique de la société syrienne.
Il a fait noter que les Etats-Unis exploitaient dans leur bataille contre les pays qu'ils considèrent comme ennemis tous les moyens dont la technologie révolutionnaire et la force militaire et que
Le général Ivashov a évoqué aussi le rôle des mass médias hostiles à la Syrie qui faisaient apparaître les actes criminels commis en Syrie comme étant de la protestation contre le régime.
Il a souligné que la déclaration de la direction de la Syrie sur la mise au point d'un plan complémentaire de réforme dans le pays va dépasser toutes les revendications de l'opposition.
Sur un autre plan, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, M. Mikhaïl Bogdanov, a insisté de nouveau sur la position de son pays rejetant l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la Syrie, estimant que le procédé le plus important pour régler les problèmes intérieurs est le dialogue national via les réformes dans les différents domaines.
Dans une interview télévisée, M. Bogdanov a souligné que son pays soutenait les efforts déployés par la Syrie pour poursuivre le dialogue national, émettant l'espoir que ce dialogue aboutira, d'autant que la direction syrienne avait adopté nombre de programmes et de plans de réforme qui doivent être exécutés d'une manière active et rapide.
Passant à la conjoncture dans les territoires palestiniens occupés, M. Bogdanov a commencé par insisté que la cause palestinienne reste la cause centrale du monde arabe et du Moyen-Orient, affirmant que son pays soutient l'établissement d'un Etat palestinien indépendant.
Et au sujet de la situation en Libye, M. Bogdanov a rappelé la position de son pays appelant dès le début à un arrêt immédiat des opérations militaires, estimant que les opérations militaires et le bombardement aérien par l'OTAN augmentent la souffrance du peuple libyen et font nombre de victimes parmi les Libyens.
30 Juil 2011
http://www.sana.sy/fra/55/2011/07/30/361327.htm

1-2 Léon Camus : Libye, Syrie : un projet géopolitique qui ne se comprend que sur la longue durée...

Ou le calendrier des guerres programmées…

Pourquoi la France, cette malheureuse est-elle embarquée militairement en Libye et diplomatiquement en Syrie dans d'infernales galères prétendument au service des droits humains ?
Car est-ce bien là le fond de la question ?
Un doute raisonnable est en effet permis en ce domaine.
Chacun peut constater avec quelle fougue Paris enfourche ces temps-ci le blanc destrier des indignations vertueuses contre des hommes avec lesquels Paris avait affiché hier d'éclatantes réconciliations. D'abord avec Bachar el Assad, le maudit accusé d'avoir commandité le meurtre de Rafic Hariri en 2005, cet ex Premier ministre libanais et grand ami de l'ex président Chirac. Les accusations ayant fait long feu, certains témoins ayant été convaincus de mensonges et d'affabulations, il a bien fallu se résoudre à désigner un autre coupable politiquement incorrect, en l'occurrence le Hezbollah, le « Parti de Dieu »… accessoirement acteur fondamental de la vie publique libanaise.
Bachar le paria revenu temporairement en grâce, assiste au défilé du 14 juillet 2008, en compagnie il est vrai d'une cinquantaine de chefs d'État invités pour une *grand messe* euroméditerranéenne.
Le 28 mars précédent Bachar el-Assad recevait à Damas le libyen Mouammar Kadhafi qui de son côté avait décliné l'invitation du président Sarkozy, lui ayant opposé une verte fin de non-recevoir au motif que l'« idée » même d'une Union pour la Méditerranée n'était à ses yeux qu'un « *appât* » et pour tout dire « *une sorte d'humiliation* » : « *Nous ne sommes ni affamés, ni des chiens pour qu'ils nous jettent des os* » ! Ce mauvais état d'esprit n'était peut-être pas si sot que cela comme l'avenir le prouvera ? Pourtant à la mi décembre 2007, le bouillant Colonel allait être reçu à Paris, mais en invité d'honneur cette fois et en grande pompe… jusqu'à être

autorisé de planter sa tente bédouine sur la pelouse de l'Hôtel Marigny afin que le Guide de la Jamahiriya libyenne puisse y recevoir ses invités « *conformément à la tradition du désert, qu'il respecte à la lettre* ». Ah mais ! Paris valait bien une messe et le premier client miraculeux décidé à acquérir une poignée de Rafales (invendables) valait bien d'avaler quelques couleuvres voire des anacondas ! Oubliés les infirmières bulgares et tant d'autres sujets mineurs de fâcheries (le malheureux vol d'UTA ?)...
Autre temps, autres mœurs, les deux hommes hier salués pour leur retour d'enfants prodigues dans le giron démocratique de la Communauté des croyants dans les insignes vertus du libre Marché - à l'instar du libre renard dans le libre poulailler – sont aujourd'hui les bêtes noires de la communauté internationale réduite aux acquêts : É-U + UE (France, Royaume-Uni, l'Italie en proie à la vindicte de ses Marchands de Venise, ses Shylock intimes, ayant fait piteuse défection) + Israël, 28e États de l'UE et 51e état de l'Union américaine... Une belle brochette parlant haut et fort au nom de la planète entière. À ceci prêt que si Russie et Chine se sont, *volens nolens*, laissées forcer la main en votant la Résolution 1973 relative à la protection des civils dans la Libye en guerre civile, chacun sait que réitérer la même manœuvre – et nul ne s'y risque – au détriment de la Syrie se verrait immédiatement sanctionné au Conseil de Sécurité par un veto catégorique des deux membres permanents précités (sur cinq : É-U, France, GB).
En Libye l'échec de l'Otan devient chaque jour de plus en plus patent, les arsenaux sont vides et il ne suffit plus (en dépit d'une guerre des communiqués triomphalistes), aux « oppositions » (les tribus et le lumpenprolétariat islamiste de la Cyrénaïque en rébellion contre à l'État central et la Tripolitaine) de recevoir *in situ* les exhortations enflammées du triste sire BH Lévy, lequel tisse l'étoffe de sa médiocre gloire parisianiste avec *la vie des autres* ! Mais faire couler des flots de sang dans des guerres atroces (Yougoslavie, Irak, Soudan…) n'a jamais vraiment perturbé nos petits marquis si joliment autoproclamés « *nouveaux philosophes* » ! En vérité mieux vaudrait les nommer brandons de discorde à l'instar du mauvais dieu Loki, des gens dont la science infuse se réduit à manier le verbe comme un fouet pour faire se battre les montagnes… Revenons aux dissidents libyens armés et désormais encadrés par les forces spéciales de l'Otan (R-U et France rappelons-le exclusivement), mais qui marquent désespérément le pas, et ce malgré les roulements de tambours de la grande presse qui ne manque pas une occasion d'exalter leur bravoure et de stigmatiser les exactions réelles et supposées des forces loyalistes.
Ne parlons pas plus du décompte macabre des morts dans les manifestations qui se succèdent en Syrie comme vagues sur la grève… Or nous avons connu cette même presse plus fine bouche lorsque l'aviation de Tsahal bombardait en 2006 les infrastructures et la population libanaises, lorsque les israéliens en guise d'adieu disséminèrent des centaines de milliers de micro mines au moyen de bombes à fragmentation sur le Sud Liban ou encore lorsqu'ils *allumèrent* délibérément (assortissant leur vilenie de sempiternelles excuses *a posteriori*) un poste d'observation des Nations Unies liquidant d'un seul coup au but cinq casques bleus… Une presse résolument modérée lorsqu'il s'est agi de faire le (lourd) bilan de l'Opération Plomb durci en janvier 2009, treize cents morts civils passées par pertes et profits…
Bref, une presse partiale et amnésique impuissante à chercher les vraies causes – pas forcément cachées d'ailleurs – des malheurs frappant les Nations souveraines méritant (« on » le dit) d'être classées parmi les *États voyous* et à ce titre, traitées comme tels. Parce qu'enfin les crises ne tombent pas du ciel sans crier gare, elles s'annoncent de longues années à l'avance, elles naissent, grandissent, prennent corps sous nos yeux, encore faut-il savoir et vouloir les voir : la crise financière de septembre 2008 était annoncée à cor et à cris deux ans auparavant… or personne, surtout pas les politiques, n'avaient tenu compte des signaux d'alarme ! Et à ce propos, si l'on se donne la peine de remonter le temps sur une courte décennie, l'on commencera à entendre d'une tout autre oreille les commentaires vengeurs annonçant dans nos lucarnes domestiques la fin imminente des deux dictateurs, autrement dit d'hommes qui ne se sont pas totalement pliés, et assez vite, aux impérieux diktats de la Communauté internationale (… réduite aux acquêts).
En 2002, le 6 mai, John Bolton Sous-Secrétaire d'État de GW Bush donnait une conférence à l'*Heritage Foundation* [1] dans laquelle Cuba, la Syrie et la Libye venaient rejoindre l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord sur la Liste noire de l'Axe du Mal. Il y dénonçait notamment la Syrie pour sa possession « *de réserves de gaz neurotoxique sarin* [2] *… laquelle poursuivrait le développement de l'agent VX, plus dangereux encore et plus puissant* ». Simultanément, le Secrétaire à la Défense, M. Rumsfeld rappelait que la Syrie figurait toujours sur la Liste noire des États soutenant le terrorisme international (nous sommes un an et demi après le 11 sept.) et qui « *s'est associée au [mouvement extrémiste] Hezbollah en acheminant des terroristes, du matériel terroriste, des équipements et des explosifs à travers la vallée de la Bekaa* ». Un an et une guerre plus tard, le commentateur de Radio France Internationale Elio Comarin, le 14 avril 2003, plus lucide que la moyenne, n'hésitait pas à en déduire que « *ces prises de positions semblent indiquer que Washington a [déjà] choisi sa prochaine cible* ».
Le 10 mai 2002, le même Bolton, un homme prévoyant envoyait une lettre au Secrétariat général des Nations Unies pour annuler la décision du Président Clinton de participer à la création d'une Cour Pénale Internationale. L'Amérique n'entendait en effet, en vue des guerres imminentes (un an après fer et feu s'abattront sur l'Irak), exposer, ne serait-ce que d'un poil, ses militaires à une justice qui ne doit s'appliquer qu'aux vaincus… et non à des soldats auxquels la bride serait bientôt lâchée avec le beau résultat que l'on sait : six cent mille, un million de morts en Irak pour 9 ans d'occupation ?!
En fait, le principe d'une attaque simultanée de la Libye et de la Syrie avait été adopté à Washington quelques jours seulement après les attentats du 11 Septembre. Le général Wesley Clark ancien commandant en chef de l'Otan avait, le 2 mars 2007 à l'occasion d'un entretien télévisé [3], en témoignait sans aucune ambiguïté et livrait le palmarès gagnant des sept États devant être détruits « *dans les cinq ans* » par les États-Unis d'Amérique : Irak,

Syrie, Liban, Lybie, la somalie, Soudan et *in fine*, l'Iran. Alors aujourd'hui qu'en est-il ? L'Irak, c'est fait ; le Soudan est en bonne voie de décomposition ; la Libye, c'est en cours ; quant aux autres ils sont plus que jamais dans le collimateur d'Israël et des É-U, et pour tout dire, en ce qui concerne la Syrie, le ton monte graduellement… Le Liban et l'Iran ne perdent, eux, certainement rien pour attendre.
Maintenant en ce qui concerne Paris, contrairement à ce que le lecteur pourrait imaginer le tournant n'a pas été pris en 2007, mais depuis belle lurette, mais ceci est une autre histoire…
Notes
(1) John R. Bolton, Under Secretary for Arms Control and International Security, « Beyond the Axis of Evil : Additional Threats from Weapons of Mass Destruction ». Remarks to the Heritage Foundation, Washington, DC, May 6, 2002. http://www.mtholyoke.edu/acad/intre...
(2) Gaz utilisé avec un succès très médiocre par la secte Aum dans le métro de Tokyo en mars 1995, le Sarin étant ainsi présent de facto comme cauchemar potentiel dans tous les inconscients des classes politiques occidentales.
(3) Vidéo - http://www.youtube.com/watch?v=gJWB...
Léon Camus
Jeudi 28 Juillet 2011
http://www.geopolintel.fr/article382.html

---

2 Annexe

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

2-1 Louis Denghien : les monarchies du Golfe au secours de la liberté !

A peu près personne ne semble relever le "comique" de la situation actuelle.
Le Barhein qui vient d'écraser dans le sang des manifestations pacifiques (elles) se déclare outré des violences du "régime" syrien.
A Londres nos journaleux n'ont pas de mots assez durs pour condamner la violence criminelles des hooligans... mais ceux qui en Syrie ou en Libye brûlent des commissariats, portent des armes, tuent des militaires gouvernementaux, ceux-là sont des bons manifestants pacifiques, et les pays occidentaux sont tout prêts à les reconnaître comme le gouvernement légitime...
La destruction de la Libye par l'Otan est une violence sans commune mesure avec celle de Londres en tout cas.
RM

Louis Denghien : les monarchies du Golfe au secours de la liberté !

Il y a dans l'actualité politique comme dans celle de la mode des « tendances ».
En ce qui concerne la Syrie, les commentateurs et analystes ont, par exemple, privilégié un temps le cas des milliers de réfugiés syriens de Turquie. Il est aujourd'hui difficile d'avoir la moindre nouvelle de ceux-ci, comme s'ils étaient « démodés » depuis que nombre d'entre eux ont choisi de regagner leur pays.
La dernière « tendance » – qui s'est imposée voici quelques jours seulement – c'est de pointer l' « isolement croissant » du régime. Les médias d'Occident semblent très excités par les récentes condamnations ou prises de distance émanant de la Ligue arabe et du Conseil de coopération du Golfe. Certains des Etats membres du CCG -Arabie Saoudite, Koweit et Bahrein – ont même rappelé théâtralement, dimanche 7 et lundi 8 août, leurs ambassadeurs et le roi Abdallah d'Arabie Saoudite est sorti de sa traditionnelle réserve pour condamner la répression en Syrie, exigeant que s'arrête « la machine à tuer et l'effusion de sang« .
L' « autorité morale » des monarchies pétrolières.
Cette recommandation, venant d'un monarque absolu ne tolérant pas la moindre contestation chez lui et ayant envoyé ses troupes réprimer le soulèvement populaire chiite au Bahrein, est tellement surréaliste que même la correspondante de l'Associated Press à Beyrouth le remarque au passage. Et faut-il parler des dictatures couronnées du Koweit et du Bahrein où l'on n'a guère hésité à tirer sur la foule – au Bahrein – voici quelques mois.
Bref la presse française convoque comme témoins de moralité anti-Bachar des autocrates – les derniers monarques absolus de la planète – dirigeant des sociétés théocratiques où femmes et minorités religieuses sont confinées dans un statut subalterne.
On accordera - un peu – plus de considération à la Ligue arabe qui a appelé, dimanche 7 août, à l'arrêt « immédiat » des violences contre les civils. Mais on attend encore qu'elle appelle à l'arrêt de l'agression de l'OTAN contre la Libye, ou à celle de la répression au Yémen ou au Bahrein, par exemple. D'ailleurs, ce « front vertueux arabe » n'a pas réussi à enrôler sous sa bannière le Liban, dont le gouvernement est faborable à Damas, ni l'Irak qui entretient de bons rapports avec son voisin, ni même la Jordanie, plutôt pro-occidentale mais qui vient de faire savoir qu'elle refusait de s'ingérer dans les affaires intérieures syriennes. Et on ne sache pas que l'Egypte ou les pays du Maghreb aient l'intention de rappeler leurs ambassadeurs à Damas.

De la Turquie, enfin, qui envoie aujourd'hui son ministre des Affaires étrangères à Damas pour exprimer la « lassitude » d'Erdogan, on a déjà dit ici (voir « Réponse du berger à la bergère » mis en ligne le 8 août) qu'elle serait bientôt contrainte de baisser d'un ton par les réalités géopolitiques de la région.
Pour le reste, rien de nouveau sous le soleil : Bachar al-Assad peut toujours compter sur l'hostilité militante des Etats-Unis et de ses vassaux européens. Le chef de la diplomatie allemande, Guido Westerwelle, a ainsi déclaré que le président syrien n'avait « plus aucun avenir » et on n'attendait à vrai dire pas moins d'un pays qui dispute à la France de Sarkozy/Juppé la place de meilleur sujet de l'écurie atlantiste.
Et, pour autant qu'on sache, la Syrie bénéficie toujours de l'appui diplomatique de la Russie, de l'Iran, du Liban, de l'Inde, du Brésil, de l'Afrique du Sud, du Venezuela.
Bref, rien de nouveau – ni de convaincant – sous le soleil des médias, seulement une désinformation de plus !
Louis Denghien,
9 août 2011
http://www.infosyrie.fr/actualite/sensationnel-les-monarchies-du-golfe-au-secours-de-la-liberte/
Autres articles à lire sur l'excellent site www.infosyrie.fr

2-2 Pierre PICCININ : Syrie et la 'Vicissitudes et réalités' du « Printemps arabe ».

L'ordre règne à nouveau dans le sud...
À Deraa, le fief de l'insurrection druze, seuls quelques barrages routiers, où une poignée de fantassins, harassés par le soleil de l'été, agitent la main pour presser le passage des automobiles, rappellent qu'il s'est probablement là passé quelque chose...
À l'entrée de la ville, la statue du Cheikh Saleh al-Ali, qui avait conduit la révolte arabe contre le colonisateur français en 1918, se dresse -ironie du sort- face aux gigantesques portraits d'Hafez et Bashir al-Assad, serrant dans son poing les fleurs desséchées du Printemps arabe.

Le cas des révoltes qui agitent la Syrie depuis le début du mois de février vient ajouter ses spécificités à un « Printemps arabe » devenu déjà très complexe et divers, et dont le bilan s'éloigne de plus en plus de l'image simpliste qu'en avaient forgée maints observateurs euphoriques, celle d'une « vague révolutionnaire démocratique déferlant sur tout le monde arabo-musulman », de Rabat à Téhéran.
Pendant que le Yémen et la Libye s'enfoncent dans la guerre civile, guerre de clans et de tribus, guerre des chefs aussi, avec, dans un cas, l'interventionnisme des monarchies du Golfe et, dans l'autre, l'ingérence de l'Occident, alors que les « révolutions » égyptienne et tunisienne ont la gueule de bois et peinent à se débarrasser des establishments moubarakiste et benaliste qui contrôlent encore tous les rouages de la société et de l'État, tandis que le Bahreïn et, à présent, le Maroc (plus modestement) répriment la contestation dans la violence, la Syrie offre une autre variante encore de ce « Printemps arabe », qui détrompe l'analyste et démontre combien le monde arabe est pluriel et multiple.
Bien loin du cliché véhiculé et appliqué partout sans nuance, le cas syrien, pas plus qu'en Libye ou ailleurs, ne saurait être décrit comme la révolution et l'élan démocratique d'un peuple opprimé déterminé à renverser une féroce dictature (celle de Bashar al-Assad et du parti Baath), vision que démentent, entre autres éléments, les gigantesques manifestations de soutien au gouvernement, qui bénéficient d'une réelle adhésion de la part d'une fraction non négligeable de la population et ne sauraient être expliquées simplement par les velléités propagandistes du régime.
Certes, on ne peut pas nier l'émergence d'une société civile et d'un mouvement revendicatif exigeant la démocratisation des institutions: des manifestations ont eu lieu dans la plupart des grandes villes du pays. Mais ce mouvement reste limité et est tout à fait minoritaire, presqu'anecdotique...
Ainsi, les 4 et 5 février, un appel à se rassembler pour une immense manifestation à Damas avait circulé sur Facebook, mais il n'avait été que fort peu suivi et s'était soldé par un lamentable flop. D'autres cas similaires ont été épinglés depuis.
Ce mouvement existe donc, mais il ne constitue cependant pas le moteur des révoltes en Syrie, qui procèdent moins d'un soulèvement populaire à la tunisienne ou à l'égyptienne que des enjeux régionaux et idéologiques liés aux différents mouvements politiques, communautés et confessions qui structurent la population syrienne, enjeux auxquels se superposent en outre les intérêts des voisins saoudiens, israéliens et iraniens, états-uniens aussi, à une échelle internationale.

Sur le plan intérieur, d'abord, il faut donc bien faire la différence entre les manifestations pacifiques et les révoltes, parfois armées et qui ont nécessité une intervention militaire.
Les révoltes, violentes, mais très localisées (à certains quartiers des villes concernées seulement -force est d'admettre que les images postées sur Youtube sont trompeuses), ne sont en effet pas généralisées à tout le pays et ne concernent que deux territoires bien délimités situés, l'un, au nord-ouest d'Alep, le long de la frontière turque, et, l'autre, à l'extrême sud-ouest, autour de la ville de Deraa. Un troisième foyer s'est aussi déclaré dans la ville de Hama, ville très religieuse et fief des Frères musulmans syriens.
Mais chacun de ces territoires s'est insurgé pour des raisons différentes, et différentes aussi des motivations des manifestants réclamant des réformes démocratiques.

Très puissants en Syrie et idéologiquement ultra-radicaux, les Frères musulmans syriens représentent probablement la branche la plus intransigeante de ce mouvement au Moyen-Orient, bien moins accommodants que leur équivalent égyptien par exemple.

Profitant des troubles qui touchent la Syrie, ils ont relancé la révolte qu'ils avaient déjà soulevée à Hama, en 1982, contre Hafez al-Assad (le père de l'actuel président), qui avait réprimé l'insurrection dans le sang (on estime le bilan de la répression de 1982 entre dix et trente mille morts ; les Frères musulmans avaient déjà tenté d'assassiner Hafez al-Assad en 1980).
Au sud-ouest, Deraa et ses environs abritent une très large majorité de Druzes (courant de l'Islam hétérodoxe). Historiquement repoussée et concentrée dans cette région, le Djebel druze, la communauté druze, qui représente moins de 4% de la population syrienne, a toujours été écartée du gouvernement et socialement défavorisée. L'appel à manifester contre le pouvoir alaouite avait été l'occasion pour elle de se révolter contre l'hégémonie de Damas.
Au nord-ouest, la population est essentiellement composée de Turcomans, descendants de populations turques et parlant un dialecte turc. Leur nombre est difficilement estimable : au total, ils représenteraient 20 à 25% de la population syrienne ; ils sont également très présents à Hama, aussi à Homs, ville plus au sud de la frontière où de violentes altercations ont eu lieu avec les forces de l'ordre. Soutenus par Ankara, des éléments de cette communauté revendiquent une autonomie régionale qui lui assurerait une certaine indépendance vis-à-vis du gouvernement central, revendication tout à fait contraire à la conception de l'État baathiste.
Si la révolte druze est presqu'éteinte à Deraa, il n'en est pas encore de même dans le nord-ouest. Toutefois (exception faite de Hama, fief de l'insurrection islamiste, où les Frères musulmans mobilisent encore les foules, et particulièrement le vendredi, à la sortie des mosquées), on n'en est plus aux grandes manifestations qui avaient rempli la rue de milliers de personnes. La fermeté du pouvoir a en effet découragé les velléitaires des premiers jours : la contestation se traduit désormais par des actions ciblées, par lesquelles des groupes de quelques centaines d'activistes, quelques dizaines seulement parfois, dont plusieurs sont armés, comme nous avons pu le constater à Homs notamment, s'emploient, lors de sorties nocturnes, à entretenir un état de tension et d'instabilité; il arrive régulièrement que les soldats (pour la plupart de jeunes conscrits) ripostent dès lors, et que l'on dénombre des morts parmi les « manifestants ». Et il est bien difficile de déterminer dans quelle mesure et dans quelles proportions ces bandes sont constituées de militants autonomistes et/ou de citoyens soucieux de démocratiser le régime.

Quoi qu'il en soit, ils n'ont pas le soutien complet de la population, qui qualifie les troubles qu'ils génèrent de « problèmes », la conséquence en étant la fermeture régulière des commerces, volets de fer tirés, « *pour protester contre le gouvernement* », selon l'opposition, par « *crainte du vandalisme* », selon les personnes rencontrées dans les souks de Homs.
Trois groupes aux revendications bien distinctes, donc, et qui ne partagent pas nécessairement les préoccupations de l'opposition démocratique.
En revanche, le régime bénéficie du soutien de plusieurs autres communautés, et notamment des Chrétiens (10% de la population), qui craignent l'essor du courant islamiste radical, dont les intentions sont très claires : l'instauration d'une république islamique sans concession et l'éradication du christianisme et des courants musulmans considérés comme hérétiques. Pour les mêmes raisons, il bénéficie aussi du soutien des Kurdes (bien que ces derniers soient en partie exclus socialement) et des communautés juive et musulmanes chiite et alaouite, de cette dernière dont est issue la famille du président Bashar al-Assad et qui représente environ 20% de la population syrienne.* La Syrie est en effet un État laïc, où Chrétiens, Juifs et Musulmans cohabitent en totale convivialité.

A ce bloc, qui représente presque 40% de la population syrienne, il faut encore ajouter une large partie de la bourgeoisie sunnite (courant majoritaire en Syrie), laquelle se félicite des mesures économiques promues par Bashar al-Assad depuis son accession à la présidence, le 10 juillet 2000.
Tournant le dos à la dimension éminemment socialiste du baathisme traditionnel, l'actuel président a autorisé la privatisation de plusieurs secteurs économiques et financiers, des banques notamment. Il a aussi favorisé le secteur du tourisme et celui des nouvelles technologies, rattrapant rapidement le lourd retard que la Syrie accusait dans ce domaine, comme, par exemple, celui de la téléphonie mobile et de l'internet. Des facilités douanières furent négociées avec la Turquie et divers partenaires, de telle sorte que, en quelques années seulement, un essor économique palpable a transfiguré les grandes villes, à commencer par la capitale.
La bourgeoisie, qui profite à présent du succès de cette politique, n'a certainement pas l'intention de ruiner ces acquis en laissant renverser le régime auquel elle les doit.
Bashar al-Assad a enfin le soutien de l'armée, dont la majorité des cadres sont des Alaouites.
Concernant la situation intérieure, force est donc de conclure, d'une part, que le régime, pour peu démocratique qu'il soit, fonde sa légitimité sur un consensus nécessaire et dont la majorité des Syriens est bien consciente et, d'autre part, que, s'il existe une aspiration de la classe moyenne à la démocratie, les troubles les plus importants sont le fait de protagonistes dont les objectifs divergent et n'ont que peu à voir avec la démocratisation du régime.
De fait, à l'exclusion des fiefs rebelles, partout ailleurs dans le pays, règne un calme plat.
On ne rencontre quasiment aucun barrage sur les routes et l'armée comme la police sont presqu'absentes du paysage.

Chacun vaque à ses occupations et, partout, sont fièrement arborés les portraits du président Bashar al-Assad et de son père, Hafez, à chaque coin de rue, au milieu de chaque rond-point, à l'entrée de chaque ville, devant chaque édifice public, sur les casquettes, sur les t-shirts, sur la porte de chaque commerce, dans chaque boutique du souk, sur les lunettes arrières des automobiles, parfois en compagnie de l'effigie d'Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah... Personne ne les arrache, personne ne les mutile, personne ne s'en départit.

Sur le plan extérieur, ensuite, il serait faux d'affirmer que les révoltes feraient l'affaire d'Israël et des États-Unis et seraient attisées par ces deux puissances, voire, comme l'ont soutenu certains analystes, que les événements seraient le résultat d'un « plan de déstabilisation de la Syrie » fomenté par Washington.
Certes, la Syrie, alliée traditionnelle de l'Iran, hostile à l'hégémonie états-unienne sur le monde arabe, ne peut (pouvait) pas être qualifiée d'allié privilégié de Washington. De même, la Syrie, le seul des États arabes qui, avec celui du Liban, n'a jamais renoncé à la lutte contre l'occupation israélienne de la Palestine (officiellement et en paroles, du moins), bénéficie aussi du soutien du Hezbollah et de la sympathie de la résistance palestinienne, mais également de celle des populations de la région, de manière générale, pour qui la Syrie demeure le champion de la cause arabe.
Cependant, pour les États-Unis, d'une part, la Syrie, proche de Téhéran, pourrait constituer un intermédiaire intéressant entre l'Amérique et l'Iran. C'est pourquoi la Maison blanche a poussé son allié saoudien à tendre la main à Bashar al-Assad, en lui proposant un partenariat économique, tandis qu'elle jouait son nouvel allié français, qui encouragea la création d'un tribunal onusien à la suite de l'assassinat du premier ministre libanais Rafiq Hariri, en 2005, orientant d'emblée l'enquête vers les services secrets syriens. L'objectif de cette politique de la carotte et du bâton n'a pas échappé à Bashar al-Assad, qui a immédiatement saisi la main tendue, entamant ainsi le chemin vers le retour en grâce. La réussite de la manœuvre ne saurait être mise en péril par les révoltes actuelles, d'où le non-interventionnisme états-unien, qui laisse la répression se poursuivre, se contentant de condamner du bout des lèvres.
D'autre part, le gouvernement de Bashir al-Assad assure le statu quo à l'égard d'Israël (paradoxalement au discours officiel de Damas, mais en réalité et en actes en tout cas) : depuis le début des négociations sur le Golan, en 2007, et la perspective de la restitution de ce territoire à la Syrie contre un accord de paix, Damas a scrupuleusement contrôlé sa frontière et assuré la tranquillité à son voisin hébreux. Israël ne peut donc que se féliciter de la stabilité politique en Syrie et dudit statu quo, qu'un renversement de régime risquerait plus que probablement de remettre en question.
Si al-Assad était renversé, outre le règne de la division et l'instabilité, c'est l'islamisme radical effectif qu'il faudrait craindre. « *Plutôt Al-Assad que ces gens-là* », doit-on se dire, dès lors, dans certaines chancelleries.
Sans aucun doute, le « Printemps arabe », en Syrie, n'a été qu'un mirage, interprété, à tort, à l'aune des expériences tunisienne et égyptienne ; les autorités sont sûres d'elles ; tout est calme à Damas ; et le président al-Assad a encore de beaux jours devant lui.
*Les pourcentages présentés sont le résultat d'estimations : la Syrie est un État laïc; la religion et l'appartenance communautaire (ni non plus l'origine ethnique) ne figurent pas sur la carte d'identité des citoyens et ne font pas l'objet de recensement.
Lien(s) utile(s) :
La Libre Belgique.
Pierre PICCININ **:** Professeur d'histoire et de sciences politiques
15 juillet 2011
Olivier MONTULET
« L'homme, en effet, ne pourrait jamais atteindre le possible s'il ne tentait d'abord l'impossible, et cela requiert plus de souffle que de science »
Paul Klein
Ce message vous est adressé à titre et usage privés exclusivement. Seuls les textes signés de ma plume sont publics et libres de droits pour autant que l'usage n'en déforme pas les propos (« Le droit de chercher la vérité implique aussi un devoir. On ne doit cacher aucune partie de ce qui a été reconnu comme étant vrai » Albert Einstein*) et que mon nom soit sité.*
Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.
Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19
exprimées n'engagent que les auteurs des messages, et non le CSO.

2-3 Maurizio Matteuzzi : Guerres étasuniennes : le coût.

"Première question : les Etats-Unis d'Amérique pourraient-ils vivre sans que quelque guerre n'alimentât, surtout en temps de crise économique, leur puissant système militaro-industriel ?
Seconde question (ingénument rhétorique) : que pourraient faire les Etats-Unis d'Amérique s'ils destinaient les colossales ressources économiques utilisées pour les guerres à leurs problèmes sociaux ?
Questions qui surgissent à la lecture de l'étude produite par l'Université Brown de Providence, dans le Rhode Island, de la prestigieuse chaîne universitaire *Ivy-league*.

On peut se reporter pour ce faire au site de l'université : « *Cost of war, 250.000 lives and up to £4 trillion* »[i] et sur le site du quotidien londonien *The Independant*, qui y a consacré hier un article, synthétisé ainsi : « La guerre au terrorisme s'apprête à dépasser le coût de la seconde guerre mondiale ».

Le coût total pour l'Amérique (*!? pour les Etats-Unis d'Amérique, NdT*), des guerres post-11 septembre contre l'Irak et l'Afghanistan, et des opérations militaires corrélées au Pakistan (genre l'Opération Jeronimo contre -*le présumé, NdT*- Ben Laden), est en voie, étant donné qu'elles ne sont pas encore finies, de dépasser les 4 trillions de dollars (4 mille milliards)".

Suite en pièce jointe ; j'ai traduit cet article surtout pour les chiffres rapportés, dont on peut penser qu'ils sont loin d'exagérer le coût réel (surtout dans l'estimation du nombre de victimes civiles) de ces guerres.

Voir aussi un très bel article sur *Le Grand Soir* :Guerres de merde (Rebelion)

Ndlr : la publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

Collectif « Luciano Romero Molina ».

"Dans ce qui est appelé « missions internationales », ceux qui meurent ce sont ceux d'en bas, les pauvres types, les moins que rien.

Deux soldats colombiens sont morts en Afghanistan cette semaine, l'un sous l'uniforme de l'armée espagnole et l'autre sous l'uniforme de l'armée impériale des Etats-Unis ».

http://www.legrandsoir.info/guerres-de-merde-rebelion.html

[i] NdT : voir exactement : http://news.brown.edu/pressreleases/2011/06/warcosts et, ne serait-ce que pour quelques photos, qu'on ne voit jamais, de dévastations de la guerre à Bagdad : http://costsofwar.org/

Oussama Charabeh, Franco-syrien spécialisé en finance de marché est un observateur attentif des événements du Proche-Orient. Il y vit depuis plusieurs années après 23 ans passés à Paris.

Sa connaissance à la fois de la France et de la Syrie et les trois derniers mois qu'il vient de passer dans ce dernier pays lui permettent de jeter un regard critique sur les informations présentées à ce sujet par les médias, informations dont le but manifeste est de manipuler l'opinion des Français et fabriquer un consensus artificiel contre le régime syrien, étape décisive sur la voie d'une intervention militaire.

A côté des Américains et des Européens, Oussama Charabeh pointe le jeu dangereux d'une Turquie qu'on a cru peut-être un peu vite détachée de l'alliance avec Washington et Tel Aviv…

Une alliance rejetée par la grande majorité des Turcs, mais quid de M. Erdogan

Le colonialisme des siècles passés a toujours eu pour but la domination économique par le contrôle des matières stratégiques, les XXeme et XXIeme siècles ne connaissent qu'une seule matière stratégique : le pétrole, qui est abondant au Moyen-Orient. Mais il n'est plus acceptable aujourd'hui de coloniser, non pas parce que les dirigeants des ex-colonies sont devenus plus humanistes mais parce qu'ils tomberaient instantanément devant la pression de leurs peuples.

Le colonialisme doit donc se moderniser et revêtir un costume plus coloré et plus doux pour obtenir le même résultat : ce costume à la mode ce seront la démocratisation des pays du tiers monde, les droits de l'homme ou tout prétexte suffisamment noble en apparence. Le garant des intérêts stratégiques des USA au Moyen-Orient c'est Israël et il est tout simplement interdit à qui que ce soit d'avoir les moyens de s'opposer à ce pays même s'il occupe nos territoires et tue nos peuples. Tout Etat qui résiste à Israël ou qui a les moyens de lui résister est donc un danger qui doit être écarté soit par intervention directe sous prétexte humanitaire comme en Libye, soit par un renversement de l'intérieur.

La Syrie s'inscrit dans ce schéma et, à cause de ses positions hostiles aux ambitions impérialistes et coloniales d'Israël, n'a jamais été appréciée par les administrations américaines et leurs alliés. La Syrie a toujours été la cible de tentatives de déstabilisation par l'extérieur et pendant les dix dernières années ces tentatives ont été régulières et répétées, surtout depuis le refus d'Assad de l'invasion de l »Irak et son soutien affiché à toutes les résistances de la région.

En 2004, l'assassinat du Premier ministre libanais dont la Syrie fut aussitôt accusée sera le premier coup dur de la décennie pour le régime de Damas. La résolution 1559 est adoptée par l'ONU et la Syrie est la cible de sanctions américaines et européennes.

En 2006, la guerre du Liban a pour objectif de détruire la résistance libanaise et d'affaiblir le régime syrien mais à la surprise du monde entier Israël est vaincu.

Les événements actuels s'inscrivent dans ce même schéma et les Américano-sionistes profitent du courant de révolte qui traverse les pays arabes pour forcer le changement en Syrie, ce malgré le peuple syrien. Tout indique une manipulation extérieure dans les événements en cours.

La main étrangère

Les Américains n'ont pas attendu longtemps avant de revendiquer leur implication dans la violence en Syrie. Le 2 Avril 2011, l'adjoint au Secrétaire d'Etat américain au affaires étrangères déclare dans une conférence de presse que « l*a Syrie pourrait retrouver à nouveau son calme et sa stabilité si elle répond aux exigences qui lui ont été transmises*« .

Les exigences en question sont passées par les arrières-cours de la diplomatie mais elles ne sont pas nouvelles. Déjà en 2003, lors de l'invasion de l »Irak, Colin Powell envoyé de Bush, croyant que maintenant que l'armée

américaine était aux frontières syriennes Bachar al-Assad serait effrayé, avait débarqué a Damas avec une feuille récapitulant les exigences américaines : ne pas soutenir la résistance irakienne ; stopper tout soutien à la résistance libanaise ; fermer les bureaux de la résistance palestinienne à Damas et enfin rompre les liens avec l'Iran. La Syrie aurait pu devenir l'enfant gâté des Américains au Moyen-Orient si elle avait repondu positivement mais c'aurait été au prix de son asservissement à la volonté expansionniste et dominatrice d'Israël dans la région.
La déstabilisation de la Syrie et du Liban figurait sur l'agenda israélo-américain et sur celui de l'Otan depuis ces dix dernières années : selon le commandant général de l'OTAN l'Américain Wesley Clark, 2001 a vu la mise en place d'un plan quinquennal pour envahir sept pays (en commençant par l »Irak puis la Syrie , le Liban, la Libye, la Somalie et le Soudan) de la région et redéfinir la carte du Moyen-Orient (Le Nouveau Moyen-Orient selon les termes de l'alors Secrétaire d'Etat américaine Condolesa Rice).
Dans son livre « *Gagner les guerres modernes* » le général Wesley Clark écrit ainsi :
« *En novembre 2001 alors que je repassais au Pentagone et en posant la question de l'Irak à un haut officier de l'armée américaine, celui-ci me dit : » Oui nous sommes toujours en route vers l'Irak ». Et d'ajouter avec un ton plein de désagrément : « Mais il y a plus : ceci (l'Irak) a été discuté dans le cadre d'un plan plus général de campagne contre sept pays: Irak, puis Syrie, Liban, Libye, Iran, Somalie et Soudan.* »
Cette discussion a également été relatée par le général Clark dans une émission télévisée :
I**l est tout aussi légitime de se demander pourquoi les affrontements armés sont intervenus dans des régions frontalières où il est plus facile de faire passer des combattants, des armes, de la drogue et de l'argent** : il y a eu Daraa à la frontière jordanienne et israélienne, puis il ya eu Banyas et Tal Kalakh à la frontière libanaise et enfin récemment Jisr El Shoughour à 10 km seulement de la frontière turque. Ceci montre clairement à qui est de bonne foi que ces rébellions armées avaient bien pour bases arrières des pays étrangers frontaliers.
Et pourquoi, au fait, ces événements ne se sont-ils pas produits en même temps mais se sont au contraire succédés ? L'insurrection éclatait dans une ville lorsqu'elle état jugulée par l'Etat dans la précédente, comme pour signifier que quand les extrémistes sont neutralisés dans un point géographique donné et quand leur ravitaillement est coupé sur une frontière, ils se dirigent alors vers une autre frontière.
L'objectif est donc de déstabiliser la Syrie et de provoquer un « changement de régime » (traduire : pour implanter un régime soumis à Israël), ce par une insurrection armée infiltrée par des extrémistes islamistes. Les rapports sur des civils tués seraient utilisés pour légitimer une intervention sous le volet « droits de l'Homme » et en invoquant le devoir de « protéger les civils » : copie conforme de ce qui s'est déroulé – se déroule encore – en Libye.
D'ailleurs, sait-on qui sont ceux qui se battent contre l'armée libyenne; ceux que les médias appellent indécemment des « révolutionnaires » ? Sait-on d'où viennent leurs armes sophistiquées et leurs méthodes de combat en Toyota à la Taliban ? Car oui, ces groupes sont encadrés et entraînés par des combatants d'Al Qaida. Et puis sait-on enfin combien de civils les bombardements de l'OTAN ont-ils tué ? Mais tout cela importe peu aux éditorialistes pro-américains.
Et puis, si ce principe de protection des civils, des droits de l'homme et des droits internationaux est si important pour Sarkozy ou Obama pourquoi ne les entend-on pas lorsqu'il s'agit des Palestiniens tués – ou opprimés – par Israël ? Pourquoi ne les entend-on pas quand les résolutions de l'ONU sont bafouées par Israël ?

La propagande, la désinformation et le pilonnage médiatique

Toutes les preuves d'existence d'une rébellion extrémiste armée en Syrie est systématiquement niée par les médias et agences de presse occidentales et même certains médias arabes comme Al Jazeera ou Al Arabia qui ont deja perdu leur crédibilité au Moyen-Orient.
Les civils tués sont systématiquement imputés au compte du régime négligeant toute preuve d'existence de tireurs embusqués tirant sur la foule.
Les massacres des hommes de l'armée et de ceux des forces de sécurité sont régulièrement omis et lorsque les images montrent les militaires massacrés et leur corps mutilés les médias mentionnent timidement l'événement qu'ils expliquent par une fable qui insulte à l'intelligence de l'esprit humain : la fable de l'armée tuant et mutilant les corps de ses propres sodats qui ont refuseé de tirer sur la foule.
Le 17 avril dernier, huit membres des forces de securite sont égorgés dans un petite commune de la banlieue de Daraa. Le 8 Mai, 10 policiers sont froidement égorgés à leur tour a Homs. Le 7 Juin, 120 militaires et policiers sont attaqués dans leur caserne a Jisr Al Shoughour à la frontière turco-syrienne et décapités après avoir été tués. Al Jazeera et la BBC ont préféré parler alors de 120 manifestant pacifistes tués par les forces de sécurité !
Toutes les vidéos (sans exception) diffusées pour soutenir la thèse d'une révolution populaire ne durent jamais plus de 15 secondes, c'est-à-dire pas suffisamment pour discerner ce que dit réellement l'image ; d'ailleurs souvent on ne voit que des pieds ou le ciel avec comme fond sonore des cris. Puis les ingénieurs de son y ajoutent un slogan et finalement le commentaire du journaliste, qui du reste, est bien habillé et a l'air honnête, anéantit tout esprit critique ou doute quant aux images montrées.
Et finalement, quand la bêtise dépasse toute imagination, les agences de presse s'excusent pour avoir commis des erreurs. Reuters, fin avril, publie un communiqué officiel d'excuse pour avoir fourni des vidéos des événements d'Irak ou du Yémen avec le sous-titre « *a eu lieu en Syrie*« .
France 24 diffuse un appel en direct d'une personne qui se fait passer pour l'ambassadeur de Syrie à Paris, et annonçant sa démission en direct en raison des atrocités commises. L'ambassadeur dément immédiatement et porte plainte contre la chaîne. Enfin l'AFP reconnaît pour la première fois – bien tardivement – la présence d'une rébellion armée en diffusant des photos le 18 juin.

Que valent les excuses quand chaque image et chaque titre incitent à plus de violence et à plus de sang versé, et encouragent les terroristes qui se voient dotés des moyens médiatiques les plus puissants… et ce gratuitement.

La Turquie : de l'ONU à l'OTAN ?

Si les positions américaine et britannique n'ont surpris personne car ces deux pays ont toujours été les premiers à soutenir les attaques contre le régime syrien, et si la position clairement hostile du gouvernement francais s'inscrit dans l'inféodation de Sarkozy à Washington, le choc est venu de la Turquie qui, tel Judas, est passé du jour au lendemain du rôle d'ami fidèle à celui de prédateur affamé.

La dernière rébellion armée à Jisr al Shoughour, à la frontière turque, a indéniablement reçu le support logistique des Turcs ainsi que le montrent les équipements saisis sur les terroristes et leurs aveux : réseau de télécommunication à disposition des rebelles, armes et fonds ont transité par la Turquie.

Des sources offcielles affirment que les tentes avaient été plantées à la frontière il y a déjà deux mois pour accueillir les futurs réfugiés. Ceux-ci étaient donc attendus et les Turcs participaient à la préparation des ces événements. Pourquoi ? Dans le cadre de quel deal ont-ils monnayé leur relation avec la Syrie ? Et comment la carte des réfugiés va-t-elle être utilisée par Ankara et Washington ?

Les réponses seront certainement connues dans les quelques semaines a venir. Mais il est d'ores et déjà clair que la Turquie a toujours eu la nostalgie de l »empire ottoman et de sa domination et nous avons sous-estimé – ou enterré trop vite – l'alliance militaire de la Turquie avec Israël, son appartenance à l'OTAN (sous hégémonie américaine) et son désir de devenir membre de UE. Nos amis Turcs viennent d'ailleurs de se retirer du convoi humanitaire d'aide à Gaza.

Le revirement de la position turque et l'échec diplomatique américano-européen après les vétos russe et chinois à l »ONU sur une condamnation de la Syrie, l'acharnement de ces ex-puissances coloniales (France et Grande-Bretagne) me poussent à penser que la Turquie pourrait être utilisée comme base d'intervention de l'OTAN aux frontières syriennes.

La dénonciation incessante du sort des réfugiés syriens à la frontière turque et l'exagération médiatique autour de ces derniers suggèrent que le prétexte de l'OTAN utilisera pourrait bien être (comme en Libye) de nature humanitaire.

Les quelques semaines à venir seront donc cruciales.

Oussama Charabeh

25-06

http://www.lepost.fr:80/article/2011/06/25/2532769_le-colonialisme-des-temps-modernes.html

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19